Année XXII. N° 622 — 31 Août 1923

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Fatalismo storico

Les hommes ne sont que trop portés à l'imitation, à suivre la mode, la vogue du moment, à accepter le fait accompli, à se résigner, s'adapter et se soumettre entièrement. Or, c'est à cela qu'aboutit précisément une certaine doctrine hégélienne dont le soi-disant matérialisme historique de Marx est à son tour poissé *(impeciato)*, pour nous servir de l'expression de M. Labriola.

« Tout ce qui est réel est rationnel », avait dit Hegel. Fort bien, mais faut-il s'incliner devant toute réalité du passé ou du présent ? Non, répondait Bakounine, et voici comment il exposait sa pensée que nous croyons utile de rappeler encore aujourd'hui :

Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire. Nous reconnaissons bien la nécessité, le caractère inévitable de tous les événements qui se passent, mais nous ne nous inclinons pas indifféremment devant eux, et surtout nous nous gardons bien de les louer et de les admirer lorsque, par leur nature, ils se montrent en opposition flagrante avec le but suprême de l'histoire, avec l'idéal foncièrement humain qu'on retrouve, sous des formes plus ou moins manifestes, dans les instincts, dans les aspirations populaires et sous les symboles religieux de toutes les époques, parce qu'il est inhérent à la race humaine, la plus sociable de toutes les races animales sur la terre. Ce but, cet idéal, aujourd'hui mieux conçus que jamais, peuvent se résumer en ces mots : C'est *le triomphe de l'humanité*, c'est *la conquête et l'accomplissement de la pleine liberté et du plein développement matériel, intellectuel et moral de chacun, par l'organisation absolument spontanée et libre de la solidarité économique et sociale aussi complète que possible entre tous les êtres humains vivant sur la terre.*

Tout ce qui dans l'histoire se montre conforme à ce but, du point de vue humain, — et nous ne pouvons pas en avoir d'autre, — est bon ; tout ce qui lui est contraire est mauvais. Nous savons d'ailleurs fort bien que ce que nous appelons bon et ce que nous appelons mauvais sont toujours l'un et l'autre des résultats naturels de causes naturelles, et que par conséquent l'un est aussi inévitable que l'autre. Mais comme, dans ce qu'on appelle proprement la nature, nous reconnaissons beaucoup de nécessités que nous sommes très peu disposés à bénir, par exemple la nécessité de mourir enragé lorsqu'on a été mordu par un chien enragé, de même, dans cette continuation immédiate de la vie naturelle qu'on appelle l'histoire, nous rencontrons beaucoup de nécessités que nous trouvons beaucoup plus dignes de malédiction que de bénédiction, et que nous croyons devoir stigmatiser avec toute l'énergie dont nous sommes capables, dans l'intérêt de notre moralité tant individuelle que sociale, malgré que nous reconnaissions que, du moment qu'ils se sont accomplis, les faits historiques même les plus détestables portent ce caractère d'inévitabilité que nous retrouvons aussi bien dans tous les phénomènes de la nature que dans ceux de l'histoire.

• • •

Pour rendre ma pensée plus claire, je veux l'illustrer par quelques exemples. Lorsque j'étudie les conditions politiques et sociales respectives dans lesquelles les Romains et les Grecs se sont rencontrés au déclin de l'âge antique, j'arrive à cette conclusion que la conquête et la destruction de la liberté comparativement si hautement humaine de la Grèce par la barbarie militaire et civique des Romains a été un fait logique, naturel, absolument inévitable. Mais cela ne m'empêche pas du tout de prendre rétrospectivement et très résolument le parti de la Grèce contre Rome dans cette lutte, et je trouve que l'humanité n'a absolument rien gagné au triomphe des Romains.

De même, je considère comme un fait parfaitement naturel, logique, et par conréquent inévitable, que les chrétiens, qui étaient par la grâce de Dieu des crétins, aient anéanti avec la sainte fureur que l'on sait toutes les bibliothèques des païens, tous les trésors de l'art, de la philosophie et de la science antiques. Mais il m'est décidément impossible de saisir les avantages qui en sont résultés pour notre développement politique et social. Je suis même très disposé à penser qu'en dehors de cette progression fatale des faits économiques dans laquelle, si l'on en croit M. Marx, il faut chercher, à l'exclusion de toutes les autres considérations, la cause unique de tous les faits intellectuels et moraux qui se produisent dans l'histoire, — je suis, dis-je, fortement disposé à penser que cet acte de sainte barbarie, ou plutôt cette longue série d'actes barbares et de crimes que les premiers chrétiens, divinement inspirés, commirent contre l'esprit humain, fut une des causes principales de l'avilissement intellectuel et moral, et par conséquent aussi de l'asservissement politique et social, qui remplissent cette longue suite de siècles néfastes qu'on appelle le moyen âge. Soyez-en bien certains, si les premiers chrétiens n'avaient point détruit les bibliothèques, les musées et les temples de l'antiquité, nous ne serions pas condamnés aujourd'hui à combattre ce tas d'absurdités horribles, honteuses, qui obstruent encore les cerveaux au point de nous faire douter quelquefois de la possibilité d'un avenir plus humain (1).

En suivant toujours le même ordre de protestation contre des faits qui se sont accomplis dans l'histoire, et dont par conséquent moi aussi je reconnais le caractère inévitable, je m'arrête devant la splendeur des républiques italiennes et devant le réveil magnifique du génie humain à l'époque de la Renaissance. Puis je vois s'approcher les deux génies du mal, aussi anciens que l'histoire, les deux boas constrictors qui ont dévoré jusqu'ici tout ce que l'histoire a produit d'humain et de beau. Ile s'appellent l'Eglise et l'Etat, la *Papauté* et l'*Empire*. Rivaux éternels et alliés inséparables, je les vois se réconcilier, s'embrasser, et dévorer et étouffer et écraser ensemble la malheureuse et trop belle Italie, la condamner à trois siècles de mort. Eh bien, je trouve encore tout cela fort naturel, logique, inévitable, mais néanmoins abominable, et je maudis à la fois et le Pape et l'Empereur.

Passons à la France. Après une lutte qui a duré un siècle, le catholicisme, soutenu par l'Etat, y a finalement triomphé du protestantisme. Eh bien, ne se trouve-t-il pas encore aujourd'hui en France des politiciens ou des historiens de l'école fataliste et qui, se disant révolutionnaires (2), considèrent cette victoire du catholicisme — victoire sanglante et inhumaine s'il en fut — comme un véritable triomphe pour la Révolution ? Le catholicisme, prétendent-ils, était alors l'Etat, la démocratie, tandis que le protestantisme représentait la révolte de l'aristocratie contre l'Etat et par conséquent contre la démocratie. C'est avec de pareils sophismes, tout à fait identiques d'ailleurs aux sophismes marxiens, qui, eux aussi, considèrent les triomphes de l'Etat comme ceuv de la démocratie sociale, — c'est avec ces absurdités aussi dégoûtantes que révoltantes qu'on pervertit l'esprit et le sens moral des masses, en les habituant à considérer leurs exploiteurs sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'Etat, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs dévoués de leur émancipation. Combien M. Veuillot n'est-il pas plus franc, plus logique et plus vrai, en constatant la profonde similitude qui existe entre la Saint-Barthélemy, par exemple, et le massacre des communards par ces excellents catholiques de Versailles, dirigés par la Cathérine de Médicis de nos jours, M. Thiers ? Il a mille fois raison de dire que le protestantisme alors, non comme théologie calviniste, mais comme protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'Etat ; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'Etat par l'Eglise et de l'Eglise par l'Etat, la condamnation de l'hnmaine société à un asservissement sans limite et sans fin.

Tout en reconnaissant l'inévitabilité du fait accompli je n'hésite pas à dire que le triomphe du catholicisme en France au seizième et au dix-septième siècles fut un grand malheur pour l'humanité tout entière, et que la Saint-Barthélemy, aussi bien que la révocation de l'édit de Nantes, furent des faits aussi désastreux pour la France elle-même que l'a été dernièrement la défaite et le massacre du peuple de Paris. Il m'est arrivé d'entendre des Français très intelligents et très estimables expliquer cette défaite du protestantisme en France par la nature essentiellement révolutionnaire du peuple français. « Le protestantisme, disaient-ils, n'a eté qu'une demi-révolution ; il nous fallait la révolution tout entière, c'est pour cela que la nation française n'a pas voulu, n'a pas pu s'arrêter à la Réformation. Elle a préféré rester catholique jusqu'au moment où elle pourrait proclamer l'athéisme ; et c'est à cause de cela qu'elle a supporté avec une résignation si parfaite, si chrétienne, et les horreurs de la Saint-Barthélemy et la tyrannie non moins abominable des exécuteurs de la révocation de l'édit de Nantes. »

Ces patriotes estimables semblent ne point vouloir considérer une chose. C'est qu'un peuple qui, sous quelque prétexte que ce soit, souffre la tyrannie, perd nécessairement à la longue l'habitude salutaire de se révolter et jusqu'à l'instinct même de la révolte. Il perd le sentiment de la liberté, et la volonté, l'habitude d'être libre, et, une fois qu'un peuple a perdu tout cela, il devient nécessairement, non seule-

(1) Il est intéressant de rapprocher, de ces lignes de Bakounine, un passage de l'illustre chimiste Lavoisier, passage inédit que j'ai découvert et publié en 1894 dans l'Introduction du tome II des *Procès verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention :*

« L'éducation publique telle qu'elle existe dans presque toute l'Europe a été instituée dans la vue, non de former des citoyens, mais de faire des prêtres, des moines et des théologiens... L'éducation publique n'ayant pour objet que de former des prêtres, longtemps on n'a fait étudier dans les collèges que ceux qu'on destinait aux diverses fonctions du sacerdoce ; et comme l'état ecclésiastique était la route qui conduisait aux honneurs et à la fortune, les nations catholiques ont dû naturellement se diviser en deux classes : les ecclésiastiques, chez lesquels l'instruction s'est concentrée, et les non lettrés qui formaient presque tout le reste de la nation. C'est ainsi que, d'abord par un effet du hasard, et depuis par une marche très habilement combinée, tout ce qui pouvait tendre à détruire les erreurs et les préjugés s'est trouvé réuni dans les mains de ceux qui avaient intérêt de les propager. Cette époque, composée de seize siècles presque entièrement perdus pour la raison et pour la philosophie, pendant lesquels les progrès de l'esprit humain ont été entièrement suspendus, pendant lesquels il a souvent eu une marche rétrograde, sera a jamais remarquable dans l'histoire de l'humanité, et l'on doit juger combien seront grands aux yeux de la postérité ceux qui ont renversés ces monuments antiques d'ignorance et de barbarie. » — *James Guillaume.*

(2) Bakounine fait allusion aux républicains catholiques de l'école de Buchez. — J. G.

ment par ses conditions extérieures, mais intérieurement, dans l'essence même de son être, un peuple esclave. C'est parce que le protestantisme a été défait en France que le peuple français a perdu ou plutôt n'a point acquis les mœurs de la liberté ; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent qu'il n'a point aujourd'hui ce que nous appelons la *conscience politique,* et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique. A l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave.

(Bakounine : *Œuvres*, t. IV, p. 456-63.)

* * *

Si les faux jugements sur les faits du passé et leur justification à tout prix peuvent avoir de sérieux inconvénients, que dire de l'application de la même méthode aux événements se produisant jour après jour ?

Rappelons ici les trois derniers grands faits.

D'abord, la guerre. A peine avait-elle éclaté que nous nous sommes entendu dire de plusieurs côtés :

— Soyez réalistes et voyez donc les choses telles qu'elles sont. Vos utopies pacifistes ont sombré ; la guerre est maintenant un fait, contre lequel toutes vos déclamations ne servent à rien. Des modifications profondes s'imposent dans les écrits et dans les actes, à moins que vous ne prétendiez donner à vos abstractions plus de valeur qu'à toutes les réalités.

Et nous répondions :

— La guerre, immense fléau, sévit partout. S'ensuit il que nous devons l'accepter ? Pendant de longues années, en combattant le régime capitaliste, notre principal grief contre lui était précisément qu'il aboutît fatalement à la guerre. Ce qui arrive a donc été prévu par nous. Par le fait que nous ne pouvons nous opposer aux criminels, devons nous justifier leur crime ? Non, nous continuons à condamner la guerre, plus horrible encore que nous ne l'avions cru ; nous cherchons à nous y soustraire et si, happés par elle, nous sommes broyés, notre dernier cri sera pour la maudire. —

Aujourd'hui, nous pouvons ajouter que la guerre n'a pas été du tout ce que prétendaient ses théoriciens de l'arrière ; qu'elle ne nous a point valu un état de paix, de droit et de liberté, mais n'a pu qu'accroître les maux qu'elle devait supprimer. La réalité a donc confirmé entièrement notre idée, que nous devons encore et toujours chercher à faire triompher.

Passons à un autre fait : la dictature bolcheviste.

Ici encore, des néo révolutionnaires qui jusqu'alors ne voulaient voir d'autre arme que le bulletin de vote et continuaient à se préoccuper surtout de leur élection ou réélection, sont venus nous dire :

— Vos idées libertaires sont ridicules ; la révolution veut la dictature de notre parti, une soumission absolue de tous et une discipline de fer pour les travailleurs. D'ailleurs, ce que nous préconisions est une réalité ; il ne pourrait donc en être autrement et c'est folie que de continuer à enseigner ou réclamer autre chose.

A part que Lénine et consorts nous ont par la suite avoué un assez grand nombre d'erreurs, c'est à dire de cas où *il fallait faire autrement*, — notre affirmation que la dictature avec l'inégalité sociale et politique aboutissait forcément à l'inégalité économique, s'est trouvée entièrement confirmée. En Russie, la plus hideuse exploitation — que les bolchevistes avec « le pouvoir, tout le pouvoir » se disent *impuissants* à réprimer — continue comme par le passé. Et en attendant mieux, les dictateurs ne parlent ouvertement que de reconstruction capitaliste et d'alliances possibles avec des Etats bourgeois pour recommencer la guerre.

Il suffit de lire ce que Bakounine écrivait aussi, il y a cinquante ans, sur la dictature et les dictateurs, pour se convaincre que tous les faits sont venus lui donner raison. Et c'est précisément à ce moment que nous devrions avouer notre tort... d'être dans le vrai et renier toute notre propagande !

La dictature est une réalité, mais dans les formes et avec les conséquences contre-révolutionnaires prévues par nous. Les bolchevistes ne peuvent se vanter que d'être toujours le « pouvoir », impuissant d'ailleurs pour le programme qu'ils prétendaient être le leur.

Dans son dernier grand discours à la Chambre italienne, Mussolini a dit textuellement : « Nous avons et nous tenons le pouvoir. Nous le défendrons contre quiconque. Voilà la révolution : dans cette ferme volonté de maintenir le pouvoir... » Depuis que le monde est monde, tous les tyrans ont eu la ferme volonté de... le rester ; ils étaient donc tous révolutionnaires ! Mais Lénine et consorts aussi ne le sont pas autrement. En effet, toutes leurs déclarations font consister la révolution uniquement dans le fait qu'ils demeurent au pouvoir.

Et avec Mussolini, nous voici arrivés au fascisme, le troisième fait dont nous voulions parler.

En Italie aussi, la peur des coups et de l'huile de ricin aidant, tous les partis hourgeois parlent d'une situation nouvelle de fait qui imposerait une revision totale des idées, une « nouvelle évaluation de toutes les valeurs ». Et les socialistes réformistes avec les grands dirigeants de la Confédération Générale du Travail font chorus. Le spectacle est grotesque et odieux aussi, étant donné les crimes que les fascistes, forts de l'impunité, ne cessent de commettre contre leurs opposants.

Comme pour la guerre et la dictature bolcheviste, on entend répéter pour le fascisme :

— Le fascisme est une réalité qui domine toute la vie nationale ; il est vain et absurde de s'y opposer ; il faut accepter le fait accompli. Plus de dangereuses oppositions ; cherchons donc les fécondes collaborations.

Collaborer à quoi ? Sauf les mesures de défense de son régime, les grands œuvres de Mussolini restent toujours à l'état de discours et de projets. Et il ne saurait en être autrement. Nous ne pouvons d'ailleurs suivre des hommes, uniquement parce qu'ils se sont démontrés las plus dénués de scrupules, les plus féroces, les plus prompts à changer d'opinion pour satisfaire leur orgueil stupide.

Mussolini n'a pas été pour rien marxiste. Dans le discours que nous venons de citer, s'adressant particulièrement aux socialistes, il leur a dit : « Rendez-vous compte une bonne fois, si vous avez dans les veines un peu de doctrine marxiste, qu'il y a une situation nouvelle, à laquelle vous devriez, si vous êtes intelligents et soucieux des classes que vous dites représenter, adapter votre esprit. »

Quant à nous, les maîtres de l'heure ne nous en imposent point. Sans doute nous ne pouvons négliger le fait matériel de leur domination ; mais nous avons toujours à nous demander s'il est utile ou nuisible, à appuyer ou à combattre.

Guerre, bolchevisme et fascisme sont des faits de transition et nullement définitifs, trois fléaux qui dureront d'autant moins que nous commencerons à ne pas les admettre, à chercher tous les moyens de les attaquer, de les enrayer et de les supprimer. Nous n'admettons nullement que la succession des faits ne saurait être que ce qu'elle est... dans la pensée de nos ennemis ; nous pensons par notre propagande, notre volonté, notae résistance et notre révolte arriver à la modifier.

Et c'est l'un des motifs qui nous a fait nous insurger contre l'hégélianisme marxiste, contre un soi-disant matérialisme qui n'est autre chose qu'un fatalisme historique.

L. B.

Notre tâche

Les peuples, tous les peuples devraient se sentir au moins vaguement menacés par la situation actuelle et éprouver un profond malaise d'un état qui n'est pas encore de paix, mais depuis novembre 1918, soit depuis bientôt cinq ans, est toujours d'armistice.

Nos maîtres, dès que les ouvriers se permettent de laisser, ne fût-ce que pour quelques jours leur travail en suspens, se montrent fortement irrités, disent qu'un tel état de choses ne saurait se prolonger davantage et invoquent plus ou moins ouvertement une intervention armée, pour faire réintégrer sans conditions les usines ou les chantiers. Les masses travailleuses, elles, supportent de rester ainsi dans l'incertitude sur un problème aussi terrible que celui de la paix et de la guerre, sans compter que de toutes les questions connexes, pas une n'a trouvé un commencement de solution : chômage, logements, dettes intérieures et extérieures, répartition des matières premières, équilibre budgétaire, réparations, pensions, etc.

Les Etats vivent au jour le jour, chacun gardant obstinément ses positions, apparemment du moins, parce qu'en réalité les vainqueurs aussi bien que les vaincus savent ue pouvoir tenir les promesses solennelles énoncées dans les discours destinés à faire prendre patience aux innombrables victimes.

De quoi demain sera-t-il fait ?

Voilà une question qui devrait se poser impérieusement à la foule des déçus, des spoliés et des opprimés. Et les partis se réclamant du socialisme, de la fraternité des peuples et de leur émancipation devraient, délaissant les petites questions locales et les mesquines luttes électorales, éduquer si bien les masses à la compréhension des dangers qui les menacent, qu'elles éprouvent le besoin d'y parer.

Au lieu de cela, nous rencontrons l'indifférence, l'apathie, le découragement, un sentiment invincible d'impuissance, qui amène les individus à se désintéresser de tout. Il n'y a plus que les sports capables de remuer les masses.

Mieux que n'importe qui, nous savons que cela ne durera pas éternellement ; mais nous pensons avec tristesse que, sans une certaine préparation morale et matérielle, sans que la foule se propose quelques réalisations immédiates et bien précises, sans une volonté exercée dans une lutte de tous les jours, les mouvements se produisant à l'improviste sont voués le plus souvent à un échec. Si bien que, si d'une part, nous regrettons le manque actuel d'action ; d'autre part, nous avons les plus sérieuses préoccupations pour le soulèvement que les circonstances et les nécessités pourraient amener demain.

La propagande exclusivement faite pour des buts immédiats est la plus décevante. Quoi de plus contradictoire que ce socialisme enseignant que le capitalisme amène forcément des guerres et se refusant, vingt-cinq ans durant, à prendre une décision nette, quelle qu'elle fût, au sujet précisément de ce fait immense : la guerre ? En pareil cas, il est quelque peu ridicule de se donner pour excuse qu'à chaque jour suffit sa peine, puisque la supériorité de l'homme sur les autres animaux réside surtout dans l'ensemble des prévisions dont il est capable. Et puis, n'a-t-on pas assez répété que gouverner c'est prévoir ? Or, que dire de dirigeants qui se refusent à prévoir, ne veulent voir que ce qui est pour le moment et ne se soucient nullement de tout ce qui devient ?

Camarades, certes nous ne pouvons tout faire, remplacer le trop grand nombre de défaillants ; mais cherchons néanmoins à remplir inlassablement notre rôle de révolutionnaires.

Dans l'incertitude universelle qui règne dans le monde, un revirement d'opinion et même un renversement de situation peut toujours se produire. Or, songeons à tous les jours de grandes manifestations et même d'émeutes sans lendemain, faute d'une volonté soutenue et d'un but bien défini. Tâchons donc d'avoir et de propager l'une et l'autre. Le prochain avenir en dépendra certainement.

Quel est celui qui a toujours sa part?
Celui qui la prend.

Congrès Anarchiste International

Nous rappelons aux camarades l'ordre du jour suivant du prochain Congrès anarchiste international :

1. L'organisation internationale des anarchistes ;
2. L'attitude des anarchistes vis-à-vis du syndicalisme ;
3. Les anarchistes et la Révolution ;
4. L'attitude des anarchistes vis à-vis des partis politiques ;
5. La question agraire ;
6. La langue internationale ;
7. La libre expérimentation sociale : violence, résistance non guerrière et la Révalution sociale.
8. Divers.

Nous aimerions voir discuter dans nos groupes ses différentes questions et recevoir des articles résumant les conclusions, les décisions et les propositions qu'elles peuvent éventuellement suggérer.

NOTES EN MARGE

Les dettes interalliées.

Il était acquis jusqu'à présent, tout au moins à l'égard du pauvre monde, qu'une dette contractée doit être payée, sans quoi poursuites et saisies pouvaient s'ensuivre. Il semblerait maintenant, à lire certaine presse bien pensante, que l'obligation du débiteur ne serait pas si stricte, que même la justice pourrait exiger qu'il ne payât pas. Hâtons-nous d'ajouter pour les jobards obstinés à croire aux réparations que ce point de vue ne saurait nullement s'appliquer aux Allemands.

Selon *Le Temps* de Paris, le droit des peuples anciens avait déjà sanctionné le principe que « le sacrifice fait dans l'intérêt de tous doit être compensé par la contribution de tous ». Mais, paraît-il, on ne s'est pas encore servi d'un tel principe pour aplanir un différend entre nations et ce serait le bon moment pour le faire.

Cherchons à comprendre. Ce fameux principe n'a jamais été invoqué pour toutes les œuvres de paix ; l'idée d'un intérêt de tous ne correspondrait ainsi qu'aux œuvres de guerre : massacres, destructions, incendies, pillages, etc. L'intérêt de tous se retrouve en somme dans l'œuvre de mort, mais nullement dans celle de vie.

La morale et le droit bourgeois le veulent ainsi, et il devient alors aisé de comprendre pourquoi nous les combattons âprement et sans cesse.

La tâche de la presse.

Cette tâche consiste avant tout, cela se comprend, à dire du bien du gouvernement. Mais ce n'est pas tout, et voici ce que nous dit à ce sujet une dépêche italienne :

Rome, 24 août. — Le *Popolo d'Italia* dit qu'au cours d'une réunion des représentants de la presse fasciste, le président du Conseil a résumé leur tâche de la façon suivante :

1° Veiller sur les ennemis du centre et de droite, sans perdre la gauche de vue ;

2° Condamner les actions personnelles des fascistes qui ne doivent pas se substituer aux forces du gouvernement ;

3° Condamner tous les différends au sein du fascisme :

4° Désillusionner les ambitions électorales, les élections étant renvoyées *sine die*.

Le *Popolo d'Italia* précise que l'abbé Sturzo et le sénateur Albertini personnifient les ennemis du centre et de droite auxquels M. Mussolini a fait allusion.

Quelques remarques nous paraissent nécessaires.

A entendre notre presse, le fascisme aurait pour lui presque toute l'opinion publique italienne, seulement... il a des ennemis au centre, à droite et à gauche. Probablement en a-t-il encore dessus et dessous, devant et derrière, dehors et dedans.

Les actions personnelles — lisez illégales, délictueuses et infâmes — doivent être condamnées ; mais le même Mussolini interrogé à la Chambre s'il ne croyait pas pouvoir faire cesser cela bientôt, a répondu textuellement :

Vous demandez : Quand le fascisme deviendra-t-il sage ? Oh ! je ne désire point qu'il le devienne trop vite. (*Rires.*) Je préfère qu'il continue pour quelque temps encore, jusqu'à ce que tous se soient résignés au fait accompli, à avoir comme actuellement sa belle armure et sa belle âme guerrière.

Donc, en Italie les crimes continuent par volonté expresse du gouvernement, c'est certain.

Le fascisme qui prétendait discipliner la nation n'arrive pas à se discipliner lui-même et toutes les objurgations n'y font rien. Rivalités, haines, jalousies, ambitions, intérêts inavouables amènent des conflits parfois sanglants entre fascistes eux-mêmes.

Enfin, les élections ont été renvoyées parce que M. Mussolini ne saurait souhaiter mieux que le Parlement-croupion actuel, et aussi parce qu'il sait que le mécontentement est très grand et qu'il pourrait en sortir, même avec nn régime de terreur, autre chose que le plébiscite dont il se dit certain.

Quel faux dictateur que cet humble serviteur de toutes les vieilles oligarchies !

Ce n'était pas la peine...

En Allemagne, une situation épouvantable de misère, de chômage et de famine s'aggravant jour après jour a amené la démission du chef du gouvernement Cuno. Maigre satisfaction, mais hélas ! la seule que peuvent obtenir des hommes grandissant dans le culte du bulletin de vote et des institutions parlementaires. Les bolchevistes, toujours grotesques dans leur prétention de diriger et représenter tout mouvement de masse, en revendiquent tout le mérite pour eux, sans réfléchir que le résultat ayant été nul, ce mérite l'est aussi.

En effet, M. Stresemann qui a remplacé Cuno, a dit candidement qu'il continuerait à faire comme son prédécesseur. Et chacun, chose inouïe, de s'incliner tout de même.

C'est ainsi que nous allons aux pires catastrophes au milieu de l'impuissance d'hommes, de partis et d'institutions ! N'importe, chacun veut être le poavoir et lorsqu'il l'est devenu, déclare, somme toute, *ne pouvoir rien faire*.

Ainsi chacun, au fond, finit par être d'accord avec nous que « ce n'était pas la peine assurément de changer de gouvernement », mais ne sachant se changer lui-même, changer ses mœurs et ses actions, rêve encore et toujours de nouveaux maîtres, qui seront de nouveaux ennemis.

Fascisme et fumée.

M. Mussolini veut bien nous faire savoir que pendant les premiers onze mois de l'exercice financier en cours, les tabacs ont déjà produit deux milliards et 538 millions de lires. C'est huit fois plus que le rendement obtenu dans le dernier exercice d'avant-guerre 1913-14 et la dite somme dépasse même le total des recettes budgétaires d'alors.

Même en tenant compte que la lire ne vaut plus en réalité que le quart d'avant-guerre, c'est évidemment beaucoup d'argent qui s'en va en fumée. Il est aussi vrai que tout le régime fasciste est un régime de... fumée. Celle-ci dissipée, il ne reste plus rien. M. Mussolini a donc raison de souligner triomphalement combien les Italiens aiment la fumée et n'hésitent pas à la payer très cher.

Politique coloniale.

Une dépêche nous a appris que des troupes espagnoles devant s'embarquer à Malaga pour aller faire la guerre au Maroc, se sont mutinées. La suite de cette mutinarie n'est pas bien connue à cause de la censure très rigoureuse exercée. L'*ordre* aurait été rétabli grâce à l'intervention d'un régiment de la garnison de Malaga. Toutefois sur 1150 hommes qui devaient partir, 700 seulement auraient pu être embarqués. De nombreuses arrestations ont été faites et la garde civique recherche les révoltés cachés dans la ville.

Ainsi il est permis d'envoyer des hommes à la mort sans leur consentement. Le respect de la personne humaine est tellement nul, que chacun de nous peut être obligé par l'Etat à tuer ou à se faire tuer. Après lui avoir reconnu le droit à une propriété illimitée de biens, on dit au citoyen moderue que sa vie même ne lui appartient pas, que le gouvernement peut en disposer à sa guise. Et l'Etat soi-disant prolétarien est fondé sur le même principe qu'une dictature dispose de la vie de tous et de chacun, que le prolétariat doit se plier à une soumission absolue et s'astreindre à une discipline de fer. Sans cela, ce serait l'anarchie ! nous disent bolchevistss, monarchistes et républicains !

Oui, tout gouvernement ne saurait être conçu sans cette puissance monstrueuse de forcer les individus à tuer ou à se faire tuer. L'Etat, sous prétexte de protéger la vie des citoyens, la confisque, torture et sacrifie à travers des souffrances atroces ! Et ceux de la Troisième Internationale, eux-mêmes, trouvent qu'il ne saurait en être autrement.

Que voulez-vous ? Peut-on imaginer plus grande injure que celle d'anarchiste ? Va, anarchiste ! va donc, misérable, qui ose croire que ta vie est bien à toi et que personne ne peut en disposer pour les tueries, les destructions et les crimes les plus inouïs ! Tu n'es qu'un lâche, un petit bourgeois, diraient ceux de Moscou.

Pour finir.

Il y a une douzaine d'années, nous avons chargé M. Mussolini, sur sa demande et moyennant le prix de 300 francs, de traduire en italien une partie de la *Grande Révolution* de Kropotkine, œuvre dont nous avons publié l'édition italienne en deux volumes.

Or, la poste suisse vient de nous informer que deux colis de cet ouvrage, expédiés par nous en Italie, viennent d'y être saisis. Le *traduttore* devenu un véritable *traditore* de ses idées d'autrefois, se devait cela à lui même. A moins qu'il ne veuille effacer des annales historiques la révolution de '89 par la soi-disant révolution fasciste ! Le dangereux mégalomane est bien capable d'y avoir songé sérieusement !

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.

Parmi les chômeurs

Maintenant que le mouvement des chômeurs a lamentablement échoué par la faute des politiciens de tout acabit, nous voyons ces mêmes saboteurs de mouvements ouvriers s'insulter mutuellement, afin de faire endosser les responsabilités à l'un ou à l'autre. Pour ces gens dont la mauvaise foi est flagrante, la discussion est impossible, mais pour nous, qui avons continuellement dénoncé le danger politicien, les constatations sont aisées.

Les socialistes ayant à leur tête Nicole, voyant leur néfaste influence diminuer, préfèrent anéantir l'organisation des chômeurs, en traitant publiquement le Comité des chômeurs de vendus à la bourgeoisie.

Brunner, pour avoir accusé Nicole de ne pas avoir tenu les promesses faites aux chômeurs, se voit vertement rabroué par celui derrière lequel il marchait. Cela vient bien à l'apprenti-dictateur, qui par son attitude équivoque a beaucoup contribné à notre échec. Pauvre Brunner, toi qui nous perçais les tympans avec tes propositions de front unique, tout en espérant rouler les autres, tu l'a été toi-même. Comprends-tu maintenant pourquoi les anarchistes ne peuvent collaborer avec des politiciens qu'ils soient orange ou rouge vif ? Le Comité en entier est le principal fautif, en ayant sollicité l'appui des politiciens, ce qui était en contradiction avec les statuts de l'organisation.

Toutefois Nicole est mal venu pour reprocher aux autres leurs fautes. Qui donc autre que lui a affirmé que tous les chômeurs auraient du travail, le jour même, ce qui a immédiatement fait tomber l'enthousiasme de ceux qui voulaient aller de l'avant ? En déclarant que les municipalités passeraient outre les arrêtés cantonaux, Nicole mentait effrontément. Car lorsque l'Etat supprimerait les subsides aux Communes, automatiquement celles-ci seraient dsns l'obligation de se soumettre aux dits arrêtés. Cela confirme nos dires, à savoir qu'une administration socialiste est incapable d'améliorer le sort des ouvriers. Par conséquent, nous pouvons affirmer que les hommes sincères ne sont pas dans les Conseils, mais parmi la classe ouvrière. Autrement dit ceux qui convoitent des sièges au gouvernement ne sont que des hommes qui travaillent pour leurs intérêts personnels.

Toutes ces discussions de partis au sein de l'organisation des chômeurs, suscitent un écœurement grandissant parmi la mssse, aussi faut-il que les chômeurs se ressaisissent et donnent un sérieux coup de balai à la bande politicienne, qui nous entrave en se réclamant de la classe ouvrière, et eeci aussi bien pour les socialistes que pour les néo-communistes.

Juvénil.

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

MÉLANGE

La bonne soupe.

Renouvelant la goujaterie du conseiller d'Etat Dusseiller prétendant que les ouvriers pouvaient très bien vivre avcc deux francs cinquante par jour, son compère papiste, le conseiller national et apothicaire Gottret tente, sous prétexte de donner des conseils d'économie, de persuader les pauvres gens qu'il n'y a pas de nourriture plus saine et plus désirable qu'un pot de soupe. Poulets, faisans, poissons à la chair délicate et autres mets fins usurpent leur réputation, et c'est presque par contrainte que les riches les absorbent. M. Gottret nous dira bientôt que lui et ses amis ne consentent à manger la bonne volaille et les plus beaux fruits qne par amour pour les « pôvres » à qui ils veulent éviter des dérangements d'estomac.

Quand M. Gottret va siéger à Berne, très inutilement, il n'en réclame pas moins, à part les frais de route déjà très largement comptés par la caisse fédérale, les trente-cinq francs d'indemnité quottdienne. La soupe ne coûte pourtant pas trente-cinq francs le pot, même s'il y a du fromage dedans !

La vérité est beaucoup plus simple. M. Gottret, qui personnifie très bien l'hypocrisie religieuse, incite quotidiennement les travailleurs à se priver davantage, parce qu'il sait, par pratique, que la richesse des uns est surtout faite des privations des autres. Si donc M. Gottret recommande la soupe aux ouvriers, c'est pour que lui puisse plus sûrement manger la poularde qu'il feint de tenir en médiocre estime.

Certes, nous ne pensons pas que la vie doit consister uniquement à manger de bons morceaux, mais nous prétendons que chaque individu doit avoir la possibilité de se nourrir normalement et selon ses goûts, sans avoir à souffrir les conseils de MM. Dusseiller, Gottret et autres Tartuffes.

A Malaga.

L'association des malfaiteurs qui, depuis si longtemps, vit sur l'Espagne comme les poux sur la bête, continue ses criminels exploits. Non contents de martyriser et gruger les Espagnols, la clique royale, les généraux et les mercantis veulent porter le pillage au Maroc. Mais les Marocains résistent et les pauvres bougres que les crapuleux Madrilènes emploient à ces entreprises de brigandages reçoivent de rudes coups. Et c'est pour combler les récentes pertes que le gouvernement envoie de nouveaux régiments.

Cependant, à Malaga, des soldats, las d'être considérés comme du bétail de boucherie, ont refusé de s'embarquer. Une sobre dépêche annonce qu'une sévère répression a eu raison des mutins. En clair cela signifie que c'est par de nouveaux crimes que le roi d'Espagne et ses ministres ont répondu à ceux qui ne voulaient point se rendre complices des massacres de Marocains, qui ne demandent pourtant qu'une chose : qu'on leur fiche la paix.

Lors des précédents revers subis par les conquérants de la terre africaine, le singe couronné avait fait annoncer qu'il irait à la tête des troupes venger l'affront subi par les hidalgos. Le vilain sire est cependant resté à Madrid, laissant aux ouvriers et paysans de la péninsule ibérique le soin de recevoir les coups ; lui ira plus tard, quand il n'y aura plus rien à risquer. Il se trouvera alors un Daudet, pornographe et Espagnol, pour dire, désignant la conquête, que le roi Alphonse a fait l'Espagne plus grande.

Mais — car il ne faut point désespérer — ne se pourrait-il pas que suivant l'exemple de ceux de Malaga, les hommes consacrant leur énergie à leur propre émancipation, n'écrasent leurs oppresseurs comme de mauvais insectes et ne laissent les habitants de l'autre côté de la Méditerranée agir à leur guise.

En tout cas, ce n'est pas la rose d'or envoyée par le pape an roi d'Espagne qui saurait empêcher le dit monarque d'être un abominable crétin.

Du toupet.

Le gouvernement italien avait envoyé une mission militaire en Albanie pour y accomplir une mission inutile, pour ne pas dire malfaisante. Le général et ses officiers, qui n'avaient pas de soldats derrière qui se réfugier, ont, à la suite d'une rencontre avec les indigènes, tous été tués.

Les feuilles fascistes parlent maintenant d'un abominable massacre et réclament des représailles. Pour ces fascistes, c'est du toupet, car la mise à mort de quelques hommes qui tirent profits et gloire de leur métier de tueurs professionnels, n'est rien en comparaison des crimes sans nombre commis par les fascistes pour s'emparer du pouvoir. Quand on fait du meurtre l'unique moyen de parvenir et de se maintenir en place, il faut s'attendre à des revers.

Les Albanais se sont attaqués à des experts en l'art de la guerre, armés jusqu'aux dents, tandis que les fascistes, à cent contre un, ne se ruent que contre des femmes et des ouvriers désarmés. Mussolini et ses comparses ne trouvent pas cela abominable.

A Genève.

Ayant montré sa caisse vide, le gouvernement annonce, à grands coups de tam tam, des économies. Comme de coutume c'est aux petits employés, à ceux qui vivotent que l'on s'en prend. Ce sont eux qui doivent se restreindrs ou même être mis sur le pavé ; quant aux grosses sinécures on ne les touche pas.

Les suppressions que le Conseil d'Etat propose sont parmi les rares choses qui ont une raison d'être. Quant aux organismes qui causent plus de mal que de bien, il n'est point question de les supprimer ou, tout au moins, de diminuer leur importance. Est ce parce que, pour justifier son existence, le capitalisme a besoin d'autres institutions parasitaires ?

Tout cela va se terminer par un formidable battage électoral l'automne prochain.

A. A.

Aux camarades de Genève.

Tous les camarades sont instamment invités à assister aux réunions du Groupe, chaque jeudi soir, au local habituel. Causerie et discussion.

Pages d'Histoire

Nous donnons ci-après le programme révolutionnaire, publié à Naples en 1866 par Bakounine, l'un de nos écrivains les plus remarquables, mais qui ne s'était pas encore dit anarchiste à ce moment-là.

Après le programme paru dans le *Saggio sulla Rivoluzione* (Essai sur la Révolution) de Pisacane, dix ans auparavant en 1856, c'est le document le plus important de l'histoire du socialisme italien par ordre de date.

A remarquer que dans le livre de Pisacane, que Bakounine n'a certainement pas connu, se retrouvent déjà de belles pages contre la dictature et des affirmations fédéralistes et libertaires.

PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION SOCIALE DÉMOCRATE ITALIENNE

Depuis des siècles l'Europe éprouve nn puissant besoin de paix ; depuis des siècles elle aspire à une organisation définitive sans obtenir jamais ni l'une ni l'autre.

Un va et vient d'idées nouvelles, de bouleversements nouveaux travaille depuis des siècles ses divers peuples, mais ces idées sont en grande partie rendues stériles, et les insurrections n'ont chassé que pour peu de temps la tyrannie et pour la rendre ensuite plus obstinée et plus féroce à resserrer les chaînes de tous.

Paurquoi cette impatience inassouvie des peuples, pourquoi l'impuissance des révolutions qu'une force occulte semble réprimer dans leur cours impétueux ? La raison profonde de tout cela est dans l'organisation actuelle de l'Europe, divisée comme elle l'est en grands centres où afflue pour y être comprimée toute la vie des diverses localités et des individus.

Ces centres avec leurs souverains, leur clergé, leur aristocratie, leurs armées permanentes, leur bourgeoisie bureaucratique, agraire et spéculatrice ont formé entre eux, de fait, une puissante ligue ayant pour base la communauté des intérêts et des privilèges.

Cette ligue a son droit diplomatique, son droit divin et son droit historique ; elle a pour but principal l'équilibre européen et l'établissement d'une prépondérance politique quelconque ; elle a un ennemi encore hésitant mais terrible : le peuple.

Les derniers bouleversements politiques des divers peuples de l'Europe n'ont pas prévalu contre cette ligue, parce qu'ils ont voulu imprudemment conserver le vice du système : ils ont voulu les grands *centres nationaux* avec souverain, clergé, armée, *noblesse* et burocratie ; ils n'ont ainsi pas compris que, donnant la main à leurs ennemis naturels, ils se battaient pour une question de forme et de mots, ils n'ont pas compris que le *vrai peuple* restait étranger et indifférent, parce que sa vie et sa liberté n'étaient en rien favorisées. — Et alors cette même organisation centraliste a détruit dès leur naissance les soi-disant révolutions ; elles sont mortes honteusement aux mains des monarchies et ont involontairement et inconsciemment servi aux combinaisons de la diplomatie.

Et cela était inévitable : une seule nation ne peut pas impunément défier la réaction européenne : elle ne le peut surtout pas quand la partie la plus forte, la plus capable de sacrifice, le *vrai peuple* reste étranger au mouvement ou, crédule, sert les fins des castes qui le poussent pour en recevoir plus tard désillusion et punition. — Elle ne peut pas non plus provoquer l'action simultanée des autres peuples et en obtenir le secours quand elle s'insurge au nom d'un principe qui n'est pas intérieurement et extérieurement commun à tous.

Donc pour vaincre dans cette lutte séculaire il faut opposer la ligue des peuples à la ligue des rois et des castes, ot pour avoir cette ligue des peuples, il faut dorénavant s'insurger au nom d'un principe commun à tous les peuples et sous une bannière que tous puissent et doivent également suivre.

Ce principe commun à tous ne peut se réaliser que d'une seule manière : par la Révolution démocratique et sociale, et la bannière que tous les peuples suivront ne peut avoir que cette devise : *Egalité et liberté;* impérieux besoins, à réaliser par la force sauvage et légitime du peuple jusqu'à leurs ultimes conséquences.

C'est pourquoi les articles du programme de la Révolution Sociale-Démocrate aont :

1. Abolition du *Droit Divin ;*
2. Abolition du *Droit Diplomatique ;*
3. Abolition du *Droit Historique;*
4. Renonciation à toute idée de prépondérance nationale ;
5. Liberté de l'individu dans la Commune ;
6. Liberté des Communes et libre fédération de celles-ci dans la Province et dans la Nation ;
7. Abolition de l'actuel *Droit public et privé ;*
8. Egalité politique de tous ;
9. Abolition de tout privilège personnel et réel ;
10. Le travail affranchi du capital ;
11. Unique propriété : les instruments de travail à qui travaille ; la terre à qui la cultive ;
12. Libre fédération des Nations entre elles.

Toute action ou tout mouvement insurrectionnel qui se détachera des précédentes propositions sera considéré par nous comme *réactionnaire* et comme tendant au sacrifice du peuple sur l'autel souillé des ambitions et des privilèges.

Michel Bakounine (1866).

La bonne foi en législation est incompatible avec l'intérêt particulier ; ce dernier se réfléchit dans toutes les lois qui sortent du sein d'une corporation de législateurs, Chambre ou Conseil d'Etat, quelque nom qu'elle puisse porter. Je ne nie pas que l'étude ne soit d'un grand secours dans les travaux de législation, mais uniquement lorsque l'étude est restée libre de toute influence de l'intérêt personnel ; et c'est si rare que des dupes seules peuvent se mettre à la recherche de ce genre d'hommes doués de science et de désintéressement.

La bourgeoisie n'est qu'un parti et chaque parti, encore plus peut-être qu'un particulier ne saurait le faire, suit avant tout les impulsions de l'égoïsme : l'occasion le fait infailliblement exploitant. *M. Rittinghausen.*

En vente au RÉVEIL :

H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Alcide DUBOIS. Patrie, Patriotisme	— 30
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10
— Lettre aux ourviers occidentaux	— 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.

Genève. — Imprimerie, 23, rue des Bains.